

certaines projets dont on a entrepris la réalisation. Je ne dis pas que ce soit une mauvaise chose, en particulier dans les cas que je connais; je ne crois pas que cela ait vraiment nui au programme, bien que cela ait suscité certain désenchantement politique.

J'espère que le ministre conservera une maîtrise vraiment ferme sur le programme et qu'il ne permettra pas aux provinces de le détourner de sa mise au point, puisque c'est le gouvernement fédéral qui devra faire les frais. J'espère que le ministre demeurera la tête dirigeante du programme. S'il désire des provinces, des conseils, de l'aide ou de la collaboration, très bien, mais le programme ne devrait pas être administré conjointement. Si nous réussissons, nous saurons que nous sommes sur la bonne voie et que nous trouverons un jour la solution au problème rural au Canada. Nous serons alors en mesure d'étendre le programme à d'autres secteurs. Si le ministre lance un programme de coopération, nous ne saurons jamais précisément quelle méthode il faut employer pour aider à d'autres secteurs, puisque nous ne saurons pas quelle initiative il conviendrait de mettre en œuvre. Mettons le programme à l'essai. Que le ministre le maintienne sous l'autorité du gouvernement fédéral. S'il agit ainsi, je crois qu'il jouira de l'appui de tous les députés, dans sa recherche d'une solution à un problème très urgent et très grave.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je dois d'abord féliciter le ministre des Forêts (M. Sauvé) pour la présentation du bill C-151, lequel avec le programme de l'ARDA aidera à développer davantage les régions qui ont besoin d'aide. Je n'ai pas parlé très longtemps, environ trois, quatre minutes, lors du stade de la résolution parce que je voulais garder mes remarques précisément pour le moment où le bill serait présenté. C'est toujours plus intéressant de parler lorsqu'on a quelque chose sous les yeux que d'essayer de discourir quand on a rien devant soi.

Nous essaierons, pour notre part, de ne pas prolonger la discussion afin de voter au plus tôt ces montants. Par ailleurs, il ne faudrait pas voter trop vite, parce qu'il y a une campagne électorale dans le Québec actuellement et on sait que la province est toujours prête à prendre des morceaux du gâteau pour des fins politiques.

Il faut se méfier de notre province. Je ne voudrais pas que ce qui s'est produit lors de ma dernière campagne électorale se répète, à savoir, faire servir des sommes d'argent de l'ARDA pour des fins politiques.

Le ministre nous a bien présenté son bill, et assez longuement. Il a commencé d'abord

par une plainte sur la pauvreté du milieu rural pour en venir à dire que quelque chose avait été fait à ce sujet. Depuis trois ans, certaines choses ont été faites mais il reste beaucoup à faire et l'outil par excellence, c'est toujours l'argent. Je crois que cela résume un peu les idées générales de son exposé.

Pour ce qui est de la pauvreté, eh bien, monsieur l'Orateur, si je peux parler de ma région, et je me dois de parler de ma région afin de la faire connaître davantage au ministre, c'est que la pauvreté s'y est accentuée depuis une trentaine d'années surtout.

Point n'est besoin d'une enquête socio-économique pour découvrir ce fait-là. Je vis dans ma région et je la connais. Or, à peu près 30 à 35 p. 100 des cultivateurs vivaient de l'agriculture et environ 60 p. 100 étaient semi-cultivateurs, semi-forestiers. Ceux qui vivaient de l'agriculture ont continué de vivre de l'agriculture. A cause de la hausse des taxes, mais surtout du coût de la mécanisation, ces cultivateurs, acculés presque à la faillite, parce qu'ils sont obligés d'acheter de la machinerie beaucoup trop coûteuse par rapport à leur revenu, s'en vont au bout de 15, 20 ans. Des domaines ancestraux ont été hypothéqués, alors que des terres qu'on évaluait souvent à \$50,000 et \$60,000, livres de toute hypothèque, étaient devenues couvertes d'hypothèques après 15, 20 ans. C'est ce que nous constatons, aujourd'hui. Les cultivateurs vivent encore de l'agriculture, mais il n'y en a pas 3 p. 100 qui ne sont pas hypothéqués. Je crois que c'est là le premier des maux qu'il faudra guérir. Nous constatons que ce qui a manqué d'abord c'est une aide concrète, le secours à temps. Les gouvernements ne sont pas venus au secours de ces cultivateurs-là afin de leur aider à suivre le progrès. Tous les crédits du gouvernement étaient employés à aider d'autres provinces. Ce n'est pas un reproche que je fais aux autres provinces, elles ont été chanceuses, mais on nous a tout simplement oubliés. Je n'accuse pas surtout le gouvernement fédéral, mais j'accuse ma province qui n'a pas fait ce qu'il fallait à temps et n'a pas fait encore, je le prouverai tout à l'heure, ce qu'elle aurait dû faire, soit penser au programme ARDA.

Ces cultivateurs-là qui vivaient de la terre n'ont pas reçu les secours à temps et on les voit aujourd'hui acculés à la faillite. Les trois dernières années surtout ont été, pour ma région, des années de désastre, et ce à cause de la température, de la machine à pluie, de la pluie artificielle. Depuis trois années d'affilées ces cultivateurs-là n'ont même pu produire suffisamment pour alimenter leur bétail. Et, l'automne dernier, tous les troupeaux laitiers ont été diminués de 50 p. 100. On a dû les abattre. Les conséquences se font sentir

[M. Peters.]